

SOS LH630/7

9662

(1941-42)

Pouvoirs du Conseil de Réseau du M.N. en matière
de marchés (approbation et contrôle)

Arrêté 14. 8.41 (J.O. 22. 8.41)
Arrêté 31. 8.42 (J.O. 16.10.42)

Pouvoirs du Conseil de Réseau du M.N. en matière de marchés
(approbation et contrôle)

Extrait du Journal officiel

Lois et décrets du 16 Octobre 1942

Chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Vu la loi du 22 mars 1941 relative à la construction d'un chemin de fer reliant la Méditerranée au Niger;

Vu la loi du 18 juillet 1941 sur l'organisation administrative et le régime financier du réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger, et notamment les articles 5 et 9;

Vu les avis du conseil de réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger en date des 2 août 1941 et 3 juillet 1942;

Vu l'arrêté ministériel du 14 août 1941 et la note du président du conseil de réseau en date du 13 octobre 1941;

Sur la proposition du directeur général des transports,

Arrête:

Art. 1^{er}. — La consultation préalable du conseil de réseau pour les objets définis aux paragraphes 3 à 6 inclus de l'article 5 de la loi du 18 juillet 1941 n'est prévue qu'au delà des chiffres maxima suivants:

Programmes généraux et projets de travaux et de fournitures.....	5.000.000 fr.
Marchés et traités relatifs aux divers services, décomptes des entreprises	5.000.000
Transactions	500.000
Acquisitions et ventes mobilières et immobilières:	
Terrains non bâtis.....	3.000.000
Immeubles	5.000.000

Art. 2. — Le directeur général présentera à chaque séance du conseil de réseau, pour contrôle *a posteriori*, une liste des marchés et traités dont le montant dépasse 500.000 fr.

Cette liste sera accompagnée des mêmes pièces justificatives que les marchés et traités soumis à l'approbation du conseil en vertu de l'article 1^{er}.

Les travaux et fournitures qui feraient l'objet de plusieurs marchés fractionnés, seront portés sur cette liste, avec rappel des marchés antérieurs, dès que le montant total des commandes atteindra 500.000 fr. pour une période de trois mois consécutifs.

Art. 3. — Pour les marchés ou traités dont l'exécution doit s'étendre sur plusieurs années et dont seul le montant annuel est fixé, le chiffre à prendre en considération pour se conformer aux limites prévues aux articles 1^{er} et 2 sera ce montant multiplié par 5.

Art. 4. — Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 14 août 1941.

Fait à Paris, le 31 août 1942.

ROBERT GIBRAT.

Marchés et traités de chemins de fer (Méditerranée - Niger)

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Vu la loi du 22 mars 1941 relative à la construction d'un chemin de fer reliant la Méditerranée au Niger;

Vu la loi du 18 juillet 1941 sur l'organisation administrative et le régime financier du réseau de chemins de fer de la Méditerranée au Niger, et notamment les articles 5 et 9;

Vu l'avis du conseil de réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger en date du 2 août 1941;

Sur la proposition du directeur général des transports,

A R R E T E :

Art. 1er - La consultation préalable du conseil de réseau pour les objets définis aux paragraphes 3 à 6 inclus de l'article 5 de la loi du 18 juillet 1941 n'est prévue qu'au delà des chiffres maxima suivants :

	Francs
Programmes généraux et projets de travaux et de fournitures	5.000.000
Marchés et traités relatifs aux divers services - Décompte des entreprises	5.000.000
Transactions	500.000
Acquisitions et ventes mobilières et immobilières :	
Terrains non bâtis	3.000.000
Immeubles	5.000.000

Pour les programmes ou les marchés dont l'exécution doit s'étendre sur plusieurs années et dont le seul montant annuel est fixé, le chiffre à prendre en considération pour se conformer aux limites ci-dessus sera ce montant multiplié par 5.

Art. 2 - A titre provisoire et jusqu'au 1er juillet 1942, les marchés et traités passés pour la construction et l'exploitation, et dont le montant sera inférieur ou égal aux limites prévues à l'article 1er, ne seront pas soumis pour avis à la commission des marchés des chemins de fer instituée par la loi du 8 juillet 1933 et réorganisée par la loi et le décret du 29 avril 1941.

Paris, le 14 août 1941

Jean BERTHELOT.